

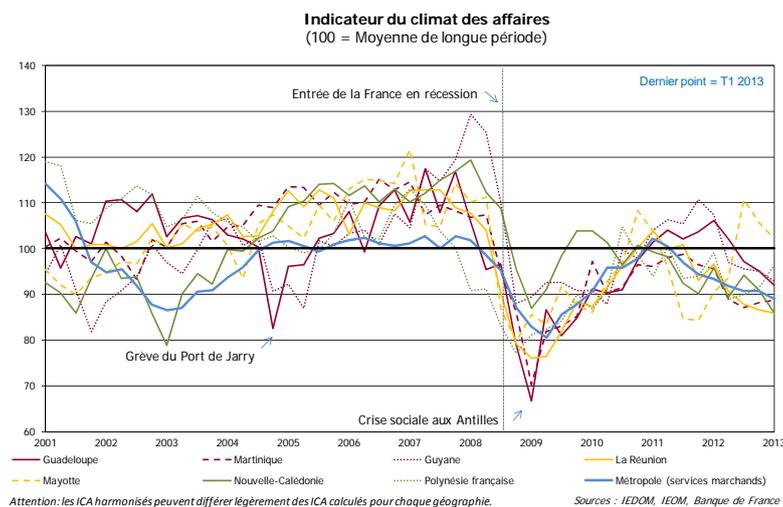
Conjoncture Outre-mer 1^{er} trimestre 2013

NOUVEAU REPLI DE L'ACTIVITÉ

L'activité est une nouvelle fois défavorablement orientée dans l'ensemble de l'Outre-mer français. Seuls Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna et, dans une moindre mesure, Mayotte semblent résister à cette morosité. Signe de cette conjoncture dégradée, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est à nouveau inférieur à sa moyenne de longue période pour l'ensemble des géographies où il est disponible, à l'exception de Mayotte. L'investissement des entreprises reste en retrait, tandis que le marché du travail demeure sous tension. Parallèlement, la consommation des ménages se dégrade dans la plupart des géographies dans un contexte d'accélération des prix.

Au prochain trimestre, la conjoncture économique devrait rester globalement peu porteuse dans l'ensemble de l'Outre-mer. Une moindre dégradation de l'activité est toutefois anticipée en Polynésie française, tandis que les chefs d'entreprise mahorais s'attendent à une évolution favorable de leur courant d'affaires.

TENDANCES



DES PERSPECTIVES QUI S'AMÉLIORENT GLOBALEMENT

Les perspectives de l'économie mondiale se sont globalement améliorées, en dépit du maintien de facteurs de risque dans les pays avancés. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,25 % en 2013 et 4 % en 2014. On devrait constater une accélération progressive dans les principaux pays avancés, surtout aux États-Unis. Dans les pays émergents et en développement, la reprise est en revanche nette.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel se serait inscrite au premier trimestre à 2,5 % en rythme annualisé (après 0,4 % au quatrième trimestre 2012), sous l'effet notamment du dynamisme des dépenses de consommation des ménages et du gonflement des stocks. Au Japon, une reprise graduelle s'amorce depuis le début de l'année, encouragée par la stratégie gouvernementale en faveur d'une croissance de long terme pérenne.

Pour le cinquième trimestre consécutif, le PIB réel de la zone euro a affiché une croissance trimestrielle négative au quatrième trimestre 2012 (-0,6 % après -0,1 % au troisième trimestre 2012). Les derniers indicateurs disponibles montrent que cette atonie conjoncturelle s'est prolongée au printemps 2013, un soutien pouvant toutefois être attendu à moyen terme de l'effet bénéfique du dynamisme de la demande extérieure sur les exportations de la zone, ainsi que d'une politique monétaire accommodante.

En France, les premiers résultats du premier trimestre 2013 montrent un recul du PIB en volume de 0,2 % (après -0,2 % au trimestre précédent), avec une consommation des ménages atone et un repli de l'investissement et des exportations.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'amplifierait selon le FMI de 5 % au premier semestre de 2013 à 6 % en 2014. En Chine, le taux de croissance demeure élevé, même s'il s'est infléchi en glissement annuel, à 7,7 % au premier trimestre 2013, après 7,9 % au trimestre précédent. L'activité devrait être également soutenue en Inde, tandis qu'au Brésil, elle profitera des baisses de taux d'intérêt intervenues en 2013, ainsi que des mesures destinées à promouvoir l'investissement.

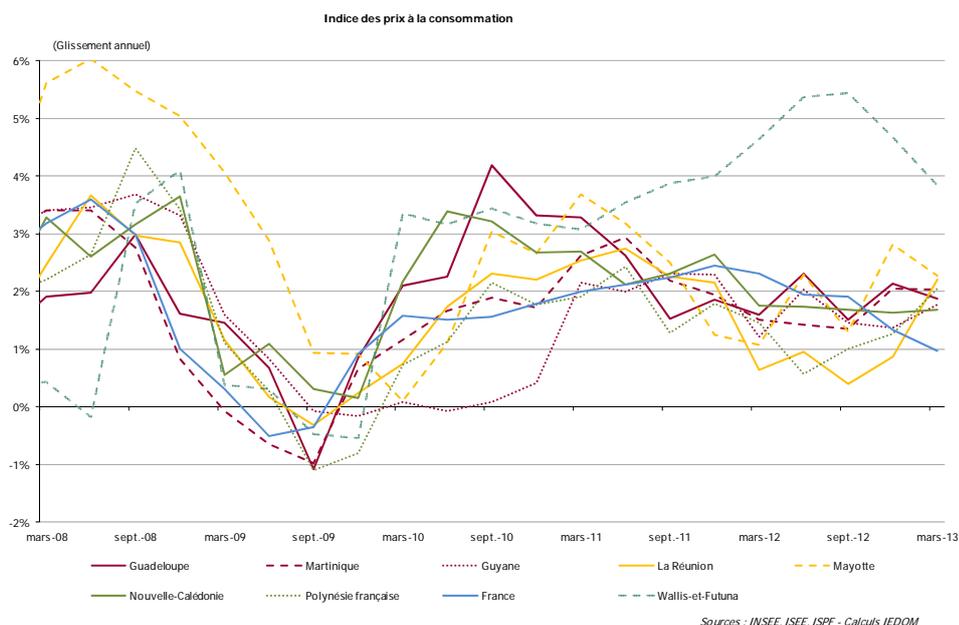
Sources : FMI, BCE, INSEE

ACCÉLÉRATION DE LA HAUSSE DES PRIX

La hausse des prix s'accélère à nouveau au premier trimestre dans l'ensemble des DCOM. Elle atteint 2,0 % en glissement annuel, après +1,5 % en fin d'année 2012. Cette évolution s'observe aussi bien dans les DOM (+2,0 %) que dans les COM (+1,9 %). La trajectoire de progression globale des prix dans l'Outre-mer diverge ainsi de celle de la France, où le rythme de croissance ralentit pour le deuxième trimestre consécutif (+1,0 % après +1,3 % au T4 2012).

Après quatre trimestres de modération, les prix retrouvent un rythme de progression soutenu à La Réunion (+2,2 % sur un an). La Guyane devient le DOM où la hausse des prix est la plus contenue, avec une augmentation de 1,8 % en glissement annuel. Bien qu'enregistrant un rythme élevé, Mayotte et la Guadeloupe sont les seuls DOM bénéficiant d'un ralentissement des prix ce trimestre (respectivement +2,3 % après +2,8 % et +1,9 % après 2,1 %).

Les évolutions sont plus contrastées dans les COM. Alors que les prix augmentent à un rythme stable en Nouvelle-Calédonie depuis plus d'un an (+1,7 %), la croissance des prix s'accélère à nouveau en Polynésie française, passant notamment de +0,6 % au deuxième trimestre 2012 à +2,0 % au premier trimestre 2013. A Wallis-et-Futuna, l'indice des prix à la consommation décélère à nouveau sur un an (+3,8 % après +5,4 % au T4 2012).

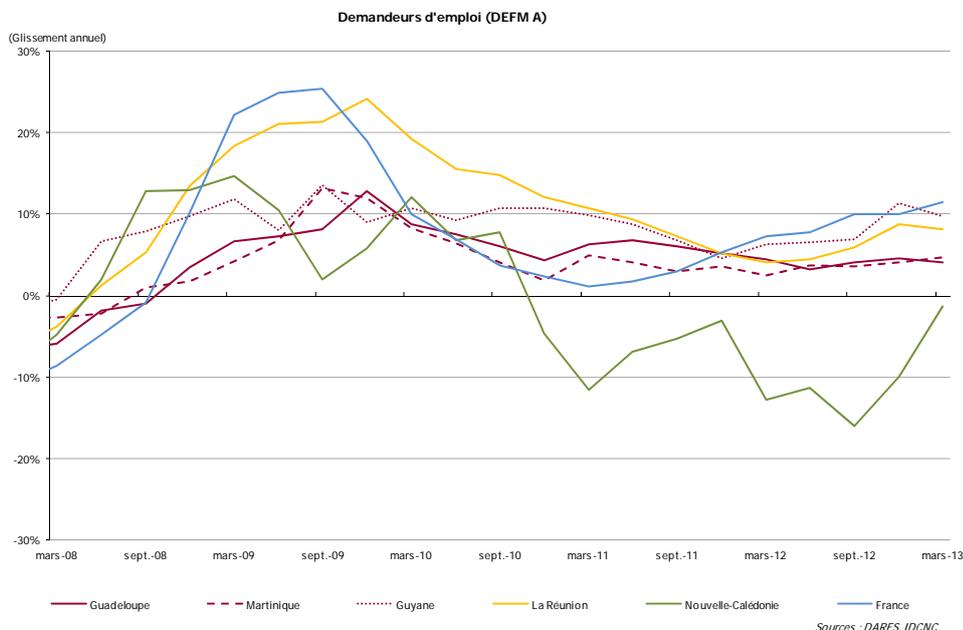


Sources : INSEE, ISEE, ISPF - Calculs IEDOM

LE MARCHÉ DU TRAVAIL RESTE SOUS TENSION

Le marché du travail demeure globalement sous tension en Outre-mer tout comme en France.

Dans les DOM, le nombre de demandeurs d'emploi augmente à nouveau, tant par rapport au trimestre précédent (+0,7 %) que sur un an (+6,6 %). A la Guadeloupe, la progression du nombre de demandeurs d'emploi ralentit par rapport au trimestre précédent (+0,7 % après +1,2 %). A la Martinique et en Guyane, alors qu'une amélioration était observée au quatrième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse ce trimestre (+1,3 % pour les deux géographies). Pour la première fois depuis quatre ans, une légère baisse de la demande d'emploi est enregistrée à La Réunion (-0,3%). Sur un an, la situation reste toutefois préoccupante dans l'ensemble des DOM, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi variant de +4,0 % à la Guadeloupe à +9,7 % en Guyane.



Sources : DARES, IDCNC

Dans les COM du Pacifique, le marché du travail semble montrer de légers signes d'amélioration par rapport au trimestre précédent. La demande d'emploi s'inscrit en baisse de 2,5 % sur le trimestre en Nouvelle-Calédonie mais les offres d'emploi sont en net recul (-18,8 %). L'emploi salarié progresse sur le trimestre à Wallis-et-Futuna (+3,7 %), sous l'impulsion du secteur public, tandis que les perspectives semblent être moins négatives en Polynésie française : l'emploi salarié est en hausse de 0,6% par rapport au trimestre précédent, porté notamment par le secteur du tourisme (+2,9 %) et des autres services (+0,7 %).

LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : recul confirmé du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en baisse au premier trimestre 2013 (-3,5 points), pour le quatrième trimestre consécutif. Il est sensiblement inférieur à sa moyenne de longue période (-9,6 points) et tombe à son niveau de début 2010. Cette diminution s'explique par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, notamment sur leur activité et les délais de règlements de la clientèle.

La faiblesse de la consommation des ménages s'accroît, dans un contexte de ralentissement de la hausse des prix, et entraîne une légère contraction de la demande intérieure. En revanche, l'investissement des entreprises se raffermi. L'activité manque de dynamisme dans la plupart des secteurs. Le BTP connaît toujours des difficultés et le tourisme enregistre des résultats mitigés.

Martinique : le climat des affaires reste dégradé

L'indicateur du climat des affaires (ICA) reste dégradé au premier trimestre, dans la continuité des précédents trimestres. Il s'établit à 86,1 points, soit 13,9 points en dessous de sa moyenne de longue période.

Le niveau d'activité demeure faible et les tensions sur les trésoreries s'accroissent. En revanche, les effectifs et les prix sont mieux orientés ce trimestre. Pour autant, les prévisions d'activité ne sont pas favorables pour le trimestre à venir et les chefs d'entreprise restent pessimistes sur l'évolution de la conjoncture.

Dans ce contexte économique jugé encore défavorable, la consommation des ménages suit une tendance baissière et les prévisions d'investissement à un an sont mal orientées, même si la dégradation s'atténue. La contraction des crédits à la consommation des ménages (-2,0 %) et des crédits d'investissement des entreprises (-0,6%) illustrent ce manque de vigueur.

Selon les chefs d'entreprise, l'activité continue de décliner dans la quasi-totalité des secteurs d'activité. En revanche, elle retrouve un peu de dynamisme dans le secteur du tourisme.

Guyane : nouvelle dégradation de l'activité

La baisse de l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'accroît au premier trimestre 2013 (92,9, soit -2,2 points), plaçant celui-ci toujours bien en deçà de sa moyenne de longue période.

Le repli de l'ICA s'explique principalement par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le deuxième trimestre, en particulier sur les effectifs et les prix.

La détérioration de la conjoncture se répercute sur le marché du travail guyanais. La consommation des ménages repart à la hausse mais l'investissement des entreprises continue de se contracter.

Si le commerce et les services marchands sont bien orientés, l'ensemble des autres secteurs est en repli.

Les perspectives d'activité pour le second trimestre 2013 sont plutôt défavorables et les prévisions d'investissement à un an se dégradent pour la majorité des secteurs, hormis le tourisme et les services marchands.

La Réunion : le climat des affaires se dégrade à nouveau

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau au premier trimestre 2013, pour s'établir à 83,3 points. L'ICA continue ainsi de s'éloigner de sa moyenne de longue période. Son recul est toutefois moins prononcé que lors des trimestres précédents (-0,9 point). La composante future de l'ICA (qui résume les anticipations des entrepreneurs pour le trimestre à venir) explique intégralement la baisse de l'indicateur au premier trimestre 2013.

La consommation des ménages est mal orientée, dans un contexte de recul des prix à la consommation. Les prévisions d'investissement restent toujours en baisse. Le marché du travail se stabilise néanmoins, avec notamment une progression des offres d'emplois durables et un léger recul du nombre de Réunionnais inscrits à Pôle emploi.

Pour le troisième trimestre d'affilée, l'ensemble des secteurs de l'enquête sont touchés par un affaiblissement de leur activité, à l'exception du BTP qui devrait être mieux orienté au prochain trimestre selon les entrepreneurs interrogés.

Mayotte : une activité en progrès

Après une baisse au quatrième trimestre 2012, l'indicateur du climat des affaires est à nouveau en légère diminution au premier trimestre 2013 (-3,3 points) mais reste au-dessus de sa moyenne de longue période (soit +2,3 points). Malgré les prévisions pessimistes sur les délais de paiement et les niveaux de trésoreries, les opinions positives des chefs d'entreprise sur les réalisations du trimestre passé permettent de maintenir un climat des affaires favorable.

La situation économique poursuit, de manière lente mais progressive, l'amélioration entamée depuis le second semestre 2012. Hormis la consommation des ménages qui se dégrade de nouveau après un léger redressement au trimestre passé, les fondamentaux de l'économie mahoraise progressent. Ainsi, les importations augmentent, le marché de l'emploi s'améliore et le niveau des prix diminue légèrement.

À l'exception du secteur du commerce où l'activité demeure morose, les chefs d'entreprise déclarent une activité favorable et une amélioration de leurs trésoreries en lien avec des délais de paiement moins importants. Les prévisions d'investissement restent bien orientées, malgré un léger tassement. Les chefs d'entreprise restent optimistes sur l'évolution de leur activité au cours du prochain trimestre, mais ils craignent qu'un allongement des délais de paiement de leurs clients alimente de nouvelles tensions de trésorerie et entretienne une incertitude sur le climat des affaires.

Saint-Pierre-et-Miquelon : une activité économique bien orientée sur un an

L'activité économique de l'archipel, en repli saisonnier par rapport au trimestre précédent, progresse sur un an grâce au dynamisme de la consommation et de l'investissement. La demande des ménages conserve une bonne orientation, qui se traduit par une hausse des importations de biens de consommation. Parallèlement, l'investissement des entreprises continue également de progresser.

Le gel de l'activité de certains secteurs clés tels que le BTP, l'agriculture et la pêche pendant l'hiver a pour conséquence une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi par rapport au trimestre précédent qui s'inscrit également en hausse sur un an. Les exportations se replient sensiblement sur un an tandis que les importations augmentent très nettement en raison d'une importante livraison de fioul au mois de mars.

Sur le plan sectoriel, la situation ressort contrastée avec une contraction de la fréquentation touristique, notamment des touristes canadiens et français tandis que l'activité de la pêche progresse de manière importante.

Nouvelle-Calédonie : dégradation marquée du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires se dégrade à nouveau au premier trimestre 2013 (-4,8 points), demeurant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-14,8 points). Il atteint ainsi un niveau proche du point bas observé au moment de la crise financière mondiale, en 2009. Cette évolution s'explique principalement par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé et, dans une moindre mesure, sur le trimestre à venir.

La plupart des indicateurs macroéconomiques témoignent d'un ralentissement de la demande intérieure. Le marché du travail est moins dynamique, avec une nouvelle diminution du nombre de nouvelles offres d'emploi. La consommation des ménages est mitigée, alors que la hausse des prix reste contenue. L'investissement des entreprises marque le pas, signe d'un manque de confiance persistant des professionnels. Les importations se contractent, en lien avec la diminution des besoins de l'usine du Nord, entraînant une légère amélioration de la balance commerciale.

Les évolutions des indicateurs sectoriels sont contrastées. Le secteur de la métallurgie bénéficie de l'apport de l'usine du Sud, alors que l'extraction minière pâtit des conditions climatiques défavorables. Le secteur du BTP ralentit, malgré la poursuite du chantier du Médipôle. L'activité des secteurs de l'industrie, du commerce et des services reste dégradée. Le secteur du tourisme subit pour sa part la baisse du marché émetteur métropolitain.

Polynésie française : activité moins dégradée

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse au premier trimestre 2013 (+3,7 points) pour s'établir à 93,7 points. Il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période, marquant ainsi la poursuite de la dégradation de l'activité.

Cette orientation moins défavorable repose essentiellement sur des prévisions moins pessimistes des chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité et de l'emploi pour le deuxième trimestre 2013. Dans une moindre mesure, les prévisions relatives à la situation de trésorerie et aux délais de paiement contribuent positivement à cette progression.

En dépit du redressement amorcé par l'ICA, les prévisions d'investissement demeurent pessimistes en raison des incertitudes qui continuent de peser sur le moral des entrepreneurs.

Globalement, l'activité s'avère peu porteuse au premier trimestre 2013, surtout pour le BTP, le commerce et les autres services marchands (hors tourisme). Le léger rebond escompté par les chefs d'entreprise pour le trimestre suivant dépend principalement du secteur des services. En parallèle, les anticipations convergent vers un statu quo en matière d'emploi et la persistance de tensions de trésorerie.

Wallis-et-Futuna : l'activité économique reste bien orientée

L'activité économique sur le Territoire se maintient après un quatrième trimestre particulièrement dynamique. Parallèlement, le niveau de l'emploi s'améliore. En rythme annuel, la consommation des ménages s'accroît corrélativement à la progression de l'encours des crédits à la consommation et au ralentissement de l'indice des prix sur le Territoire. L'investissement des entreprises progresse significativement.

Au niveau sectoriel, le secteur du commerce ralentit légèrement tandis que celui du BTP continue de jouer son rôle de moteur de l'économie. Les différents chantiers menés en vue d'accueillir les Mini-Jeux du Pacifique se poursuivent. Les dernières infrastructures sportives, financées par le ministère de l'Outre-mer et le ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative pour un montant total d'environ 1 milliard de F CFP, ont débuté au cours du trimestre. L'activité devrait rester bien orientée pour les mois à venir, soutenue par le secteur du bâtiment.